

Québec propose une hausse salariale supplémentaire à des employés

Le Journal de Québec · 28 mars 2023 · 15

AGENCE QMI | Le gouvernement Legault offre une hausse salariale additionnelle aux employés de l'état gagnant moins de 52 000 \$, dans l'espoir de boucler rapidement les négociations avec le secteur public.

La présidente du Conseil du trésor, Sonia Lebel, en a fait l'annonce hier matin dans un communiqué de presse.

Cette nouvelle offre se veut une réponse à une préoccupation des syndicats, qui martèlent depuis décembre que l'offre gouvernementale « ne protège pas le pouvoir d'achat » de leurs membres dans un contexte d'inflation.

Québec n'a toutefois pas précisé la teneur de cette hausse salariale, qui s'ajoute à l'offre initiale d'augmenter de 9 % sur cinq ans la rémunération des 600 000 employés de l'état.

ROULEMENT DE PERSONNEL

La nouvelle offre gouvernementale contient également des mesures visant à contrer l'important roulement de personnel dans la fonction publique.

Ainsi, outre les employés gagnant moins de 52 000 \$ par année, les techniciens et les professionnels en début de carrière verraient eux aussi leur salaire augmenter.

Cette hausse salariale toucherait enfin les psychologues, que le gouvernement espère ce faisant attirer dans le réseau public.

En outre, la nouvelle offre de Québec prévoit un « programme de rétention volontaire de 5 ans » qui permettrait une hausse de la rente de retraite ainsi qu'une réduction des cotisations pour les employés « expérimentés » qui continueraient à travailler à temps complet.

Sonia Lebel a également annoncé que les primes versées au personnel infirmier, qui devaient prendre fin jeudi prochain, seront prolongées jusqu'au mois de juin.

« Il y a urgence d'agir, car l'été est une période critique dans le réseau de la santé et nous voulons être prêts pour la rentrée scolaire 2023. Ces offres bonifiées sont un signal clair aux syndicats que nous pouvons et voulons régler le plus vite possible afin de passer à l'action », a souligné la ministre.

inspecteurs sans permis sollicitent des résidents de la Rive-nord pour vendre des services douteux Des menteurs à votre porte

Le Journal de Québec · 28 mars 2023 · 61 · FRANCIS PILON

Les autorités se penchent sur une entreprise québécoise qui cogne illégalement aux portes pour inspecter des maisons et offrir des services douteux.



COLLABORATEURS DE CONFIANCE

Nos partenaires et certifications



2

« Vous avez le droit de faire ça ? [...] Je peux prendre une photo de votre pièce d'identité ? » lance un homme dans une vidéo où il filme un employé de Groupe Réno assistance Québec (RAQ) qui ne répond pas à ses questions.

Dans cette séquence de 22 secondes publiée sur les réseaux sociaux pour prévenir le public, on aperçoit un présumé inspecteur à Laval faire du porte-à-porte.

Celui-ci vend ses services qui visent à réduire les coûts de l'électricité d'une maison. Il porte une veste de sécurité et un casque avec la mention RAQ.

« Parfois, ils demandaient à aller vérifier l'entretoit puisque nous étions dans "une zone rouge" ou d'aller vérifier le compteur électrique dans la cour. Or, nous n'autorisons aucune compagnie à faire du colportage », indique Charlène Lanctôt, agente aux communications pour la Ville de Sainte-anne-des-plaines.

Le hic, c'est que le Groupe Réno assistance Québec n'a pas l'autorisation de faire de la vente par colportage, selon l'office de la protection du consommateur (OPC).

« Ils n'ont donc pas de permis de commerçant itinérant, tel que requis par la Loi [...]. Ce permis est obligatoire pour faire du porte-à-porte, même lorsque le consommateur a accepté une visite après avoir rempli un formulaire sur Facebook », prévient Charles Tanguay, porte-parole de l'office.

MÊME PAS ENREGISTRÉE...

L'OPC a confirmé qu'il « fait actuellement des vérifications » au sujet du Groupe RAQ. La compagnie n'est d'ailleurs pas enregistrée au Registraire des entreprises du Québec.

Le Journal a trouvé plusieurs publications sur les réseaux sociaux où des Québécois dénoncent le colportage du Groupe RAQ dans le grand Montréal, mais aussi dans les Laurentides.

« Des citoyens nous ont mentionné que les colporteurs ne détenaient aucune carte d'affaires ni aucun véhicule commercial, ce qui rendait le tout encore plus suspicieux », confirme Mme Lanctôt.

Elle ajoute avoir reçu une vingtaine d'appels de ses citoyens depuis 2022 pour ce genre de porte-à-porte illégal.

POLICIERS ALERTÉS

Sur le site web du Groupe RAQ, la compagnie prétend faussement avoir plusieurs certifications et partenaires d'affaires.

Parmi ces présumés partenaires, on compte notamment la Régie du bâtiment du Québec, l'association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, la Société canadienne d'hypothèques et de logement ainsi que le ministère de l'environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Or, toutes ces organisations ont confirmé au Journal n'avoir aucun lien avec le Groupe RAQ. Elles précisent avoir demandé à la compagnie d'effacer ses mensonges et leur logo sur leur site web.

« Nous contacterons les autorités policières à cet effet », a précisé pour sa part le ministère de l'environnement.

ILS DISPARAISSENT

Notre représentant a contacté à maintes reprises le Groupe RAQ par courriels et par téléphone. Nos demandes d'entrevue sont restées sans réponse.

Vendredi dernier, le site web de la compagnie a finalement été désactivé. Le Journal a toutefois eu le temps de prendre plusieurs captures d'écran de leur page web avant que celle-ci disparaisse.

Villeneuve veut l'heure juste et déplore l'inertie de Marchand

Le Journal de Québec · 28 mars 2023 · 15 · STÉPHANIE MARTIN

Le maire de Québec est silencieux sur le projet de réaménagement de la tête des ponts, déplore le chef de l'opposition, alors que ce chantier pourrait réduire la nécessité d'un troisième lien, selon lui.

« Je n'hésite pas à dire que la réfection de la tête des ponts est l'enjeu de mobilité le plus important à Québec présentement et le maire n'en parle pas », a critiqué hier le chef de l'opposition officielle à l'hôtel de Ville, Claude Villeneuve.

CHANTIER

Cet été, des travaux sont prévus dans le secteur de l'avenue des Hôtels. Mais le projet plus large de réaménagement du spaghetti de voies à l'approche des ponts de Québec et Pierrelaporte est dans l'air depuis des années.

Le gouvernement du Québec, qui est maître d'oeuvre du projet, tarde à en présenter les détails.

« On a l'impression qu'on s'en va vers [une] réfection à la pièce, se désole M. Villeneuve. Il y a l'air d'avoir une vue d'ensemble, mais on ne nous la présente pas et le maire n'a pas l'air de la connaître. »

TROISIÈME LIEN

Il s'agit pourtant d'un secteur stratégique où la congestion est fréquente, rappelle-t-il.

« C'est ce qui crée la demande pour un troisième lien. M'est avis que si on faisait un bon ménage à la tête des ponts, qu'on rendait ça plus fluide et qu'il y avait moins de changements de voies et de sorties de bretelles, probablement que la tension pour le développement d'un troisième lien baisserait », a-t-il analysé.

L'élu croit que Bruno Marchand doit mettre de la pression afin de connaître les plans pour le secteur.

« Je m'attends à ce que le gouvernement du Québec nous fasse connaître sa vision, pour qu'on puisse en débattre. Et pour que cela soit possible, j'interpelle le maire pour que lui-même interpelle le gouvernement du Québec. Je pense que le maire doit se faire le porteur de ce dossier-là. »

PORTE D'ENTRÉE

Il souligne que le secteur est « l'entrée de ville principale » dans la capitale.

« La situation ne fera qu'empirer au fur et à mesure où Lévis va continuer son développement de son côté, comme on peut légitimement penser qu'elle peut le faire. »

Claude Villeneuve souligne que son parti, Québec d'abord, propose d'envisager la gestion dynamique sur le pont Pierrelaporte, qui permettrait d'ajouter ou de retirer des voies dans chaque direction, selon la densité du trafic.

Une solution mise de côté par le gouvernement Legault, qui planche sur un troisième lien.